

Burundi : le dépôt des dossiers aux législatives prolongé d'une semaine

PANA, 22/06/2010 Bujumbura, Burundi - La date limite de dépôt des candidatures aux élections législatives du 23 juillet prochain au Burundi a été prolongée d'une semaine, a annoncé ce mardi la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du pays. Les délais limites vont ainsi passer du 23 au 27 juin 2010 afin de permettre aux candidats retardataires de certaines formations politiques de rassembler les dossiers administratifs d'usage, a expliqué le président de la CENI, Pierre Claver Ndayicariye.

C'est aussi pour répondre à la demande de quelques partenaires qui suivent et accompagnent le processus électoral du Burundi que ces délais ont été prolongés, d'après la même source. La prolongation concerne en outre, le dépôt à la CENI des insignes des partis politiques et candidats indépendants qui veulent prendre part aux prochaines législatives pendant que la date de dépôt des candidatures et insignes pour les sénatoriales du 28 juillet 2010 reste inchangée. Dans ce marathon électoral qui va porter sur au moins cinq scrutins d'ici le mois de septembre prochain, la CENI n'en est pas à son premier report dans le calendrier initial. Les municipales étaient initialement prévues au 21 mai dernier avant d'être reportées de 48 heures, officiellement pour permettre à tous les citoyens en âge de voter de prendre possession de leurs cartes d'électeur. Le scrutin n'a, là aussi, pas eu lieu à cette date de la CENI puisqu'un décret du chef de l'Etat burundais est venu le repousser d'un jour supplémentaire, officiellement pour ne pas empiéter sur les festivités de la Pentecôte dans un pays où domine la religion catholique. Les couacs dans le processus électoral en cours ne se sont pas arrêtés et aujourd'hui encore, des incertitudes planent sur le reste des scrutins après la décision de l'opposition de ne pas prendre part à la présidentielle du 28 juin prochain pour protester contre des "fraudes massives" qui auraient entouré les municipales. La même opposition ne donne aucun signe de participation aux législatives et exige toujours l'annulation des municipales ainsi que la disqualification de la CENI pour repartir sur de nouvelles bases électorales. Le climat sécuritaire n'est pas non plus bon dans le pays depuis l'ouverture de la campagne pour la présidentielle à laquelle seul le chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, prend part. Par ailleurs, au moins une quarantaine de grenades ont été explosées en une dizaine de jours de campagne électorale tendue à travers le pays et fait des dizaines de blessés.